



Les sections CGT Finances 44

L'esprit de conquête

**Comité départemental d'action sociale du 21 juin 2018
déclaration liminaire**

La CGT souhaite tout d'abord remercier Franck David pour le travail réalisé durant les cinq dernières années aux côtés de la délégation. Elle prend acte de sa volonté de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat. Celle-ci est liée notamment à l'évolution de l'action sociale ministérielle. Les menaces pesant sur notre action sociale, qui ont été confirmées au plan national le 31 mai dernier, sont en effet très fortes.

Sur la restauration, le secrétaire générale a annoncé la fin **des nouveaux conventionnements avec des restaurants privés**, lorsque les personnels n'ont pas accès à un restaurant administratif ou inter-administratif. Ces derniers bénéficieront alors de titres restaurants, via la carte Appetiz. Ils pourront donc, selon le secrétariat général, déjeuner dans le restaurant de leur choix ... **à condition de trouver un restaurant qui leur serve un repas complet pour un montant quotidien de ... 6 € !** On se demande dans quel monde vivent nos directeurs et directrices pour oser affirmer de telles inepties !

Dans l'immédiat, les conventions actuelles sont maintenues, mais jusqu'à quand ? Alors que de plus en plus de collègues se détournent des restaurants administratifs pour cause d'augmentation des couts, c'est bien la fin de la restauration collective qui se profile dans les années à venir, en-dehors peut-être des plus grosses structures de notre administration.

Sur les vacances pour les familles, on assiste à une attaque en règle du modèle de tourisme social tel que nous le connaissons. Que cela soit clair : il ne s'agit pas pour la CGT de prétendre que tout va bien. Les attentes des personnels changent, l'offre de vacances doit évoluer. Mais l'administration se contente de jeter le bébé avec l'eau du bain et raisonne uniquement en termes d'économies, d'abandon de l'entretien puis de fermetures de centres, de concurrence avec le privé lucratif, et finalement de changement de statut de l'EPAF, là où il faudrait engager une réflexion sur les besoins des agents et des agentes du ministère. Soulignons de plus que les prestations proposées peuvent correspondre aux besoins mais être trop chères. Il y a bien pour la CGT une place pour le tourisme social au sein du ministère.

De même pour les **colonies de vacances, on assiste à une forte érosion du nombre de bénéficiaires** : dans le 44, nous sommes passés de 546 enfants partis en 2012 à 401 en 2017. Là aussi, la CGT revendique une réflexion sur les besoins des enfants et jeunes d'aujourd'hui, et les causes de cette désaffection.

Sur le plan du **logement, les demandes des personnels existent**, et le constat perdure depuis plusieurs années : **il y a bien un problème de l'adaptation de l'offre à la demande.**

On pourrait aussi citer les **crèches avec 504 places réservées sur l'ensemble du territoire national**, une offre très en-deçà des besoins des familles.

Dernier point, dans les documents du groupe de travail national du 31 mai, on voit des interrogations sur la place des initiatives portées en propre par les délégations départementales. Rappelons aussi que les délégations perdent chaque année des effectifs. Or cet échelon est essentiel pour assurer la continuité de service, et être au plus proche des collègues.

Quel est l'avenir des délégations départementales ? Les CDAS ont-ils encore un avenir ? Quel sera leur rôle si l'échelon départemental n'a plus droit à l'initiative ?

A ce sujet, la CGT constate **qu'il n'y aura plus de délégué.e au 30 juin, et demande que le recrutement soit réalisé dès la rentrée de septembre.** Elle exige que l'ensemble des candidatures, quel que soit le grade des personnes qui postulent, soient transmises au CDAS qui auditionnera les candidat.e.s à la succession de Franck David.

Pour l'avenir, la CGT souhaiterait une véritable prise en compte des demandes des organisations syndicales, qui relaient les besoins de leurs collègues. La CGT porte la volonté de revoir l'organisation de l'arbre de Noël, avec une proximité accrue pour permettre à l'ensemble des collègues et à leurs enfants d'en bénéficier.

Il faut une vision stratégique sur la restauration, globale, ministérielle voire interministérielle, pour une restauration de qualité visant une proportion maximale d'aliments biologiques en circuit court. La CGT porte fortement l'exigence de réouverture d'un RIA à Saint-Nazaire, impératif d'autant plus fort avec la fin à venir des conventionnements.

Vos représentant.e.s : Eléonore CORBISEZ, Franck Raguin, Pierre Chaillot, Yvic KERGROACH
--